**RAPPORT DE PROGRES DE PROJET PBF**

**PAYS:** **MALI - MAURITANIE**

**TYPE DE RAPPORT : ANNUEL**

**ANNEE DE RAPPORT: 2021**

|  |
| --- |
| **Titre du** **projet: *« Gestion des conflits et renforcement de la résilience agro-pastorale à la frontière Mauritano-Malienne*»****Numéro Projet / MPTF Gateway: 00125153 - PBF/IRF 372** |
| **Si le financement passe par un Fonds Fiduciaire (“Trust fund”):** [ ]  Fonds fiduciaire pays[ ]  Fonds fiduciaire régional**Nom du fonds fiduciaire:**       | **Type et nom d’agences récipiendaires :** **OIM Mauritanie (Agence coordinatrice)****FAO Mauritanie** **OIM MALI** **FAO MALI**  |
| **Date du premier transfert de fonds:** 15 Décembre 2020**Date de fin de projet:** 10 Décembre 2022 **Le projet est-il dans ces six derniers mois de mise en œuvre?** **Non** |
| **Est-ce que le projet fait part d’une des fenêtres prioritaires spécifiques du PBF:**[ ]  Initiative de promotion du genre[ ]  Initiative de promotion de la jeunesse[ ]  Transition entre différentes configurations de l’ONU (e.g. sortie de la mission de maintien de la paix)[x]  Projet transfrontalier ou régional |
| **Budget PBF total approuvé (par agence récipiendaire):** **Agences récipiendaires Budget** OIM Mauritanie 950 000 $ OIM Mali 750 000 $ FAO Mauritanie 600 000 $FAO Mali 700 000 $  Total :3 000 000 $ Taux de mise en œuvre approximatif comme pourcentage du budget total du projet :  **985,777 $ soit 33%**\*JOINDRE LE BUDGET EXCEL DU PROJET MONTRANT LES DÉPENSES APPROXIMATIVES ACTUELLES\***Budgétisation sensible au genre:**Indiquez le montant ($) du budget dans le document de projet alloué aux activités dédiées à l’égalité des sexes ou à l’autonomisation des femmes: **596,466 $ soit 20%**Indiquez le montant ($) du budget dépensé jusqu’à maintenant pour les activités dédiées à l’égalité des sexes ou à l’autonomisation des femmes: **197,155 $ soit 20%** |
| **Marquer de genre du projet:** **Marquer de risque du projet: Moyen****Domaine de priorité de l’intervention PBF (« PBF focus area »): Prevention /Gestion des conflits** |
| **Préparation du rapport:**Rapport préparé par: **OIM Mauritanie**Rapport approuvé par: OuiLe Secrétariat PBF a-t-il revu le rapport: **Oui** |

**Partie 1 : Progrès global du projet**

*Expliquer brièvement l'état global de mise en œuvre du projet en termes de cycle de mise en œuvre, y compris si toutes les activités préparatoires ont été achevées (par exemple, contractualisation des partenaires, recrutement du personnel etc.) (limite de 1500 caractères):*

Dans le cadre du premier résultat, 24 localités ont été identifiées (12 en Mauritanie et 12 au Mali) lors de missions conjointes interagences pour accueillir la création de comités villageois. A cet effet, une série de missions de sensibilisation et d’information des bénéficiaires et autorités locales a été conduite (activité 1.1.3) dans les différentes zones d’intervention du projet. Ces missions ont permis de sensibiliser les différents acteurs rencontrés sur les enjeux et implication du projet y compris la nécessité de leur participation active en vue d’une plus grande appropriation locale. Par la suite, 12 comités villageois ont été créés (Produit 1.1 ; activité 1.1.1) dans le cercle de Kayes, Nioro du Sahel et dans le cercle de Nara, au Mali. Dans le but d’assurer une meilleure compréhension des dynamiques de transhumance et des conflits, mais aussi de renforcer les mécanismes d’alerte précoce existants (Produit 1.3), les outils de suivi des mouvements des transhumants ont été mis en place en Mauritanie et au Mali sur l’ensemble des zones envisagées.

Dans le cadre du second résultat, 24 clubs Dimitra ont également été créés, dans les deux Hodhs entre le 26 septembre et le 12 octobre. Au Mali, 80 Clubs Dimitra ont été créés dans les trois communes du projet entre aout et octobre 2021 suite à la formation des animateurs de ces Clubs (acteurs de la société civile) du 29 juillet au 2 aout 2021.

En parallèle, six plans communautaires participatifs - PCP (Produit 2.2) ont été finalisés du 22 septembre au 10 octobre 2021 dans les six localités retenues au niveau des deux wilayas en Mauritanie (Hodh El Gharbi ; Hodh El Chargui). Ces PCP ont permis d’identifier les besoins prioritaires des communautés locales ainsi que des solutions préconisées pour répondre efficacement à ces besoins. Par ailleurs, lors de la réalisation de ces PCP, des campagnes de vulgarisations des codes forestiers et pastoraux (traduit en arabe) ont été organisées dans les six localités (Produit 2.3, activité 2.3.1).

*Veuillez indiquer tout événement important lié au projet prévu au cours des six prochains mois, par exemple : les dialogues nationaux, les congrès des jeunes, les projections de films (limite de 1000 caractères):*

Durant les six prochains mois, les activités suivantes seront réalisées :

* Création, formations et équipement de 24 comités villageois dans les localités identifiées des deux côtés de la frontière
* Organisation d’ateliers régionaux de mise en relation de ces comités avec les autorités locales, notamment la Commission Nationale de Gestion des Frontières.
* Organisation des campagnes de sensibilisation sur les responsabilités et les mesures à prendre en matière de prévention de conflits, par les membres des comités,
* Elaboration des schémas et plan d’aménagement et d’exploitation des ressources naturelles dans toutes les localités d’intervention du projet et la formation des clubs d’écoute Dimitra sur les mécanismes de gestion des conflits
* Mise en œuvre des solutions retenues lors des PCP en fonction du budget disponible
* Sensibilisation et formation des communautés autour des questions liées à la mise en place et/ou réhabilitation et amélioration des réserves fourragères pastorales
* Renforcement des capacités techniques des populations pour la promotion de cultures fourragères d’espèces locales appétées
* Formation en vue de l’appropriation des codes pastoraux, fonciers (agricoles) et forestiers par les autorités et populations locales
* Vulgarisation à la radio et autres canaux (affiches, sketches, brochures, dépliants) des codes.

**Partie II : Progrès par Résultat du projet**

*Décrire les principaux progrès réalisés au cours de la période considérée (pour les rapports de juin: janvier-juin ; pour les rapports de novembre: janvier-novembre ; pour les rapports finaux: durée totale du projet). Prière de ne pas énumérer toutes les activités individuelles). Si le projet commence à faire / a fait une différence au niveau des résultats, fournissez des preuves spécifiques pour les progrès (quantitatifs et qualitatifs) et expliquez comment cela a un impact sur le contexte politique et de consolidation de la paix.*

*Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat:* **Off track**

**Résultat 1 : Le renforcement des structures communautaires et de la coordination transfrontalière améliore la gestion des conflits agro-pastoraux par les populations transfrontalières**

**Résumé de progrès:** (Limite de 3000 caractères)

Des progrès ont été réalisés dans le cadre de ce résultat estimé à environ 32 %, à travers la réalisation du produit 1.1 à 45%, la réalisation du produit 1.2 à 10% et enfin celle du produit 1.3 à 40%. Ci-dessous les activités achevées et les résultats obtenus dans le cadre de ce premier résultat :

* En Mauritanie, les séries de missions de sensibilisation et d’information (activité 1.1) ont permis d’atteindre les résultats suivants : (i) une meilleure compréhension du projet par les autorités et les communautés, (ii) le ciblage des zones pour la création de 12 comités villageois Ces 12 localités ont été identifiées en concertation avec les autorités des différents départements (Moughataa) [[1]](#footnote-1)lors de la mission terrain du 21 avril au 01 mai 2021.

Figure 1.Formation des comités villageois en gestion et prévention des conflits à Nara

Au Mali, 12 comités villageois ont été créés (activité 1.1.1) suite à des consultations tenues en avril et mai 2021 avec les représentants des autorités locales (les gouverneurs de Kayes, Nara et Nioro, le conseil régional de Kayes, les maires de Djélébou, de Gogui et de Nara, les directions régionales et services techniques) 134 membres des comités dont 37 femmes ont été formés sur la prévention et la gestion des conflits liés à la transhumance du 20 au 23 octobre 2021. Les résultats post-évaluation ont démontré que le taux de réponses correctes était de 54%. Un rappel de formations sera effectué pour améliorer ce taux., Pour chaque comité, les membres ont été sélectionnés par des assemblées villageoises qui ont décidé d’inclure dans les comités les représentants villageois des agriculteurs, des éleveurs, des jeunes, des femmes ainsi que des communicateurs traditionnels.

* Afin d’assurer un meilleur suivi et une bonne compréhension des mouvements transhumants (activité 1.3) dans les zones transfrontalières, l’équipe du projet a mis en place l'outil de suivi des mouvements transhumants (*Transhumance Tracking Tool*, TTT). Ce dernier permet de comprendre les dynamiques liées à la transhumance entre les deux pays et comporte un volet sur les alertes.
* En termes de comptage, 1 942 troupeaux (568 806 animaux) ont été comptés dans 6 régions couvertes par le comptage (Assaba, Guidimagha, Gorgol, Hodh El Chargui, Hodh El Gharbi et Tagant). Le cheptel observé est dominé par les bovins avec 248 921 têtes et les ovins avec 222 279 têtes.
* Les enquêtes individuelles ont concerné 76 chefs de troupeaux en Mauritanie dont 98% d’hommes et 2% de femmes. L'âge moyen des répondants est de 39 ans chez les hommes et 35 ans chez les femmes. Il a été observé que près de la moitié des transhumants enquêtés (47%) des transhumants n’ont pas reçu une éducation formelle. La plupart des transhumants interrogés (63%) étaient des travailleurs indépendants exerçant essentiellement dans le secteur de l'élevage (berger, éleveur, auxiliaire de l’élevage).
* La grande majorité (95%) des transhumants n'a pas changé de destination finale depuis leurs départs. Ceux qui ont dû changer leur destination finale (5%) justifie ce changement par la disponibilité des ressources ailleurs que sur le couloir emprunté (eau, pâturage), la fatigue, les maladies et les conflits.
* En Mauritanie, 36 relais communautaires dont 6 à Assaba, 10 au Guidimakha et 20 dans les deux Hodhs ainsi que 10 personnes issus des associations sont formées sur la procédure de partage des alertes et informés sur leur implication pour le partage des données relatives aux systèmes d’alertes, pour mieux prévenir les problèmes et les solutions en vue d’une bonne réponse aux mouvements soudains des transhumants.
* Suite à ces formations, 39 alertes ont été remontées entre le 23 mai et le 15 juillet 2021 dans les zones d’interventions du projet collectées par les relais communautaires sur les mouvements précoces, les conflits communautaires, les catastrophes naturelles (feux de brousse, inondations). Sur les 39 alertes : i) 22 (soit 56%) sont des alertes de type « événements » (10 feux de brousse, quatre conflits agro-pastoraux et trois autres types de conflits) ; ii) 17 (soit 44%) sont des alertes de type « mouvements » essentiellement des mouvements précoces.
* Au Mali, 32 alertes ont été remontées aux comités villageois entre aout et novembre 2021 via les 39 personnes actant comme relais communautaires : 14 alertes ont permis la prévention de conflits (conflits agropastoraux et tensions intercommunautaires) tandis que 18 alertes d’événements (feux de brousses, dégâts champêtres, déboisement) ont été traitées et résolues par les comités villageois.

Les conflits et événements désignés par ces alertes ont pu être atténués avec un taux moyen de résolution de 90% et pour la plupart réglées à l’amiable grâce à l’implication des autorités locales, des agriculteurs et éleveurs et surtout des communautés auprès de qui les comités villageois seront mis en place par le projet. A titre d’exemple, un mouvement précoce de 550 têtes de bétail accompagnées par 10 éleveurs a été signalé par la sentinelle aux autorités dans le village de Keur Macène (région du Trarza). Immédiatement, les autorités ont relayé l’information au comité qui a toute de suite averti les agriculteurs du terroir pour prendre les dispositions de protection des périmètres agricoles. Le comité a également accueilli les éleveurs pour leur indiquer la voie de passage (couloir de transhumance). L’intervention des comités dans la résolution des conflits agro-pastoraux enregistrés, qui se passent souvent loin des centres urbains où résident les autorités, a été concluante comme l’atteste le taux de résolution des alertes sans recours à l’autorité. Pour ce cas de figure, on peut citer l’exemple d’un conflit entre éleveurs autour d’un puit à Dar El Barka (région du Brakna) qui a fait quelques blessés légers. Le comité est intervenu pour mettre fin au conflit et a établi un calendrier d’accès au point d’eau qui prévient désormais l’affluence de tous sur le point d’eau au même moment. Enfin, selon les dires des populations locales, l’alerte rapide donnée cette année sur les feux de brousse a occasionné une intervention rapide et coordonnée des communautés et a permis de diminuer drastiquement (de 50% dans certains lieux) les pâturages détruits, par rapport à l’année précédente. Des actions de sensibilisation sur les feux de brousse, sur la protection des ressources naturelles et sur l’utilisation des couloirs de transhumances officiels ont été menées auprès des éleveurs transhumants et des populations locales.

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat :** *(*Limite de 1000 caractères*)*

* *37 femmes membres des 12 comités villageois créés, ont été formées sur la prévention et la gestion des conflits liés à la transhumance en octobre 2021*

*Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat:* **Off track**

**Résultat 2 : Les populations transfrontalières de la frontière mauritano-malienne gèrent mieux les ressources naturelles et développent des moyens d’existence alternatifs promouvant la cohésion sociale**

Des progrès ont été réalisés dans le cadre de ce résultat estimé à environ 36 %, à travers la réalisation du produit 2.1 à 45%, la réalisation du produit 2.2 à 30%, et enfin la réalisation du produit 2.3 à 77%.

Ci-dessous les activités achevées et les résultats obtenus dans le cadre de ce deuxième résultat :

* Au Mali, 80 clubs d’écoute Dimitra composé chacun de 25 membres incluant 2000 personnes ont été créés entre aout et octobre 2021 (activité 2.1.1) dans 15 villages des communes de Nara et de Gogui. En parallèle, un processus de renforcement des capacités locales de type formation des formateurs (Training of Trainers – ToT) a été mené du 29 juillet au 2 aout visant à permettre aux participants de former les animateurs des Clubs Dimitra. Cette formation a enregistré la participation de 15 acteurs de la société civile dont 2 femmes répartis comme suit : 8 agents des ONG (CSPEEDA et STOP SAHEL), 4 animateurs de radios communautaires et 3 élus communaux des communes de Djélébou, Nara et Gogui, soit un taux de participation de 107,14% par rapport aux prévisions (une animatrice de radio formée de plus). Les clubs Dimitra sont la pierre angulaire pour la résolution des défis communautaires, y compris de la gestion de la transhumance et des ressources pastorales, qui seront adressés via l’élaboration des plans communautaires participatifs (PCP) dans la deuxième année du projet. Les clubs Dimitra réfèrent aux comités villageois (résultat 1) les conflits communautaires découlant de la compétition sur les ressources naturelles. En Mauritanie, suivant le même principe de création, les mêmes objectifs, rôles et missions, 24 clubs Dimitra ont été mis en place (4 par localités).

En concertation avec les autorités locales (autorités administratives, communales et les représentants des services techniques décentralisés à savoir l’élevage, l’agriculture, l’environnement, ministère des Affaires sociales de l’enfance et de la famille (MASEF), Commissariat à la sécurité alimentaire et l’hydraulique) et les communautés, six PCP (Annexe 1) ont été finalisés le 10 octobre 2021. En effet, ces PCP visent entre autres : (i) à améliorer la compréhension des moyens d’existence et le terroir au niveau local, (ii) à identifier des problèmes et des solutions intégrées, à développer un plan d’action communautaire (iii) et à faciliter l’autonomisation des communautés, ainsi qu’une meilleure appropriation et gouvernance de la durabilité des réalisations ont permis de dégager un certain nombre d’axes prioritaires majeurs

* En vue d’améliorer la compréhension et l’application des codes pastoraux, fonciers (agricoles) et forestiers par les autorités et populations locales (produit 2.3), une session de présentation et d’explication de ces codes a eu lieu en Mauritanie avec l’appui des inspecteurs de l’élevage et de l’environnement, au profit des communautés lors des ateliers de concertations sur les PCP. Cette activité de vulgarisation des codes juridiques sera intensifiée à travers la distribution des brochures déjà traduites en arabe et français (activité 2.3.2) et leur diffusion dans les émissions de radios locales ainsi qu’à travers les spots publicitaires.

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat:** *(*Limite de 1000 caractères*)*

80 clubs Dimitra ont été créés en fonction des catégories de population (jeunes filles, jeunes garçons, femmes adultes et hommes adultes). Cette activité a enregistré la participation totale de 2000 personnes dont 300 jeunes filles entre 16 et 20 ans, 575 femmes, 550 jeunes garçons entre 17 et 35 ans et 575 hommes.

Figure 2.Club Dimitra des femmes à Kébane Maure

* 41% de femmes (soit 174 femmes sur 420 personnes), ont participé aux ateliers de concertation pour la réalisation de PCP en Mauritanie en septembre 2021.

**Partie III : Questions transversales**

|  |  |
| --- | --- |
| **Suivi:** Indiquez les activités de suivi conduites dans la période du rapport (Limite de 1000 caractères)En avril 2021, des deux côtés de la frontière, les deux agences (OIM-FAO) ont mené des missions de prise de contact avec les autorités locales, et les personnes ressources dans les différentes zones cibles du projet. Ces activités ont permis notamment d’identifier les localités d’intervention.Entre juin et aout 2021, une enquête « Baseline » a permis de compléter le cadre logique du projet en renseignant l’ensemble des bases de référence des indicateurs. | Est-ce que les indicateurs des résultats ont des bases de référence ? OuiLe projet a-t-il lancé des enquêtes de perception ou d'autres collectes de données communautaires ? OuiL’enquête « Baseline » a été conduite dans les deux pays du **07 juillet au 09 aout 2021** |
| **Evaluation:** Est-ce qu’un exercice évaluatif a été conduit pendant la période du rapport? | Budget pour évaluation finale (réponse obligatoire): **96.017$**Si le projet se termine dans les 6 prochains mois, décrire les préparatifs pour l’évaluation *(*Limite de 1500 caractères*)*:       |
| **Effets catalytiques (financiers):** Indiquez le nom de l'agent de financement et le montant du soutien financier non PBF supplémentaire qui a été obtenu par le projet. | Nom de donateur: Montant ($):N/A 0.00                       |
| **Autre**: Y a-t-il d'autres points concernant la mise en œuvre du projet que vous souhaitez partager, y compris sur les besoins en capacité des organisations bénéficiaires? (Limite de 1500 caractères) | Non |

**Partie IV: COVID-19**

*Veuillez répondre à ces questions si le projet a subi des ajustements financiers ou non-financiers en raison de la pandémie COVID-19.*

1. Ajustements financiers : Veuillez indiquer le montant total en USD des ajustements liés au COVID-19.$
2. Ajustements non-financiers : Veuillez indiquer tout ajustement du projet qui n'a pas eu de conséquences financières.
3. Veuillez sélectionner toutes les catégories qui décrivent les ajustements du projet (et inclure des détails dans les sections générales de ce rapport) :

☐ Renforcer les capacités de gestion de crise et de communication

☐ Assurer une réponse et une reprise inclusives et équitables

☐ Renforcer la cohésion sociale intercommunautaire et la gestion des frontières

☐ Lutter contre le discours de haine et la stigmatisation et répondre aux traumatismes

☐ Soutenir l'appel du SG au « cessez-le-feu mondial »

☐ Autres (veuillez préciser):

Le cas échéant, veuillez partager une histoire de réussite COVID-19 de ce projet (*i.e. comment les ajustements de ce projet ont fait une différence et ont contribué à une réponse positive à la pandémie / empêché les tensions ou la violence liées à la pandémie, etc.*)

**Partie IV : ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE DU PROJET SUR LA BASE DES INDICATEURS:**

Utiliser le cadre de résultats du projet conformément au document de projet approuvé ou à toute modification et fournir une mise à jour sur la réalisation des indicateurs clés au niveau des résultats et des produits dans le tableau ci-dessous. Veuillez sélectionnez les produits et les indicateurs les plus pertinents avec les progrès les plus pertinents à mettre en évidence. S'il n'a pas été possible de collecter des données sur les indicateurs particuliers, indiquez-le et donnez des explications. Fournir des données désagrégées par sexe et par âge. (300 caractères maximum par entrée)

|  | **Indicateurs** | **Base de donnée** | **Cible de fin de projet** | **Etapes d’indicateur/ milestone** | **Progrès actuel de l’indicateur** | **Raisons pour les retards ou changements** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Résultat 1****Le renforcement des structures communautaires et de la coordination transfrontalière améliore la gestion des conflits agro-pastoraux par les populations transfrontalières** | **Indicateur 1a**% d’habitants qui jugent que les conflits sont mieux anticipés par les communautés et les autorités locales |  | Au moins 40% des habitants considèrent que les conflits sont mieux anticipés |  |  | Le retard dans la mise en place des comités villageois est principalement lié à des contraintes accumulées dans le recrutement des équipes de projet au sein de chacune des agences, et la contractualisation avec les différents partenaires de mise en œuvre. La pandémie de la COVID 19 avec ses multiples phases de restriction durant l’année 2021 est venue accentuer ce retard. |
| **Indicateur 1b**% d’habitants satisfaits par la gestion communautaire des conflits | 22% | Au moins 40% des habitants considèrent que les conflits sont mieux gérés |  |  |
| **Indicateur 1c**Nombre d’alertes rapides transmises et traitées par les acteurs formés à la TTT |  | Au moins 40% | **17%** |  |
| **Produit 1.1**Les communautés participent directement dans la prévention et la gestion des conflits agro-pastoraux**Produit 1.3 :**Les autorités nationales et locales ont une compréhension renforcée des dynamiques de transhumance**Produit 2.1**Les populations transfrontalières ont un accès amélioré à des mécanismes structurés de concertation et de gestion des ressources naturelles | **Indicateur 1.1.1**Nombre de comités villageois formés sur la gestion des conflits et leurs résolutions | 0 | Au moins 24 avec dans chaque comité (1 leader religieux, 1 leader communautaire, 1 représentante des associations féminines, 1 représentant des jeunes). | **11%** | **50%** | Au Mali, la formation sur la gestion et la résolution des conflits liés à la transhumance a ciblé 80 membres des comités locaux dont 59 hommes et 21 femmes.Du côté de la Mauritanie, ce retard est lié au temps que le processus de recrutement du partenaire de mise en œuvre. Au Mali, le processus d’achat des équipements a été finalisé. L’acheminement et la distribution des équipements est prévue fin novembre-début décembre 2021. L’activité sera donc complétée pour le milieu du mois de décembre grâce à l’organisation de cérémonies communes de remise en présence des autorités locales. |
| **Indicateur 1.1.2.1** Nombre et catégories d’équipement distribués aux comités, autorités et agent aux frontières | 0 | 100% des comités villageois sont équipés | **42%** | **50%** |
| **Indicateur 1.1.3** # d’acteurs locaux issus des comités formés sur la gestion des conflits, la gestion des ressources et la participation inclusive de tous les membres de la communauté | 29% | Au moins 90% /Comité (Femmes, Hommes, jeunes femmes, jeunes hommes, immam de mosquée et autorités) | **38%** | **45%** |
| **Indicateur 1.1.3.2** Participants aux formations qui ont vu leurs capacités de gestion de conflits améliorée | **0** | 80% des participants ont obtenu plus de 70% de bonnes réponses au test post-formation | **34%** | **54%, post-évaluation – formation des membres des comités** |
| **Indicateur 1.3.2.1**Nombre d’enquêtes réalisées sur les causes des tensions, leurs fréquences, leurs natures dans les deux cotés frontaliers | **0** | 2 | **1 (50%)** | **1 (50%)** |  |
| **Indicateur 1.3.3.1**Nombre de formation sur la collecte, le comptage et l’analyse des données de transhumance | **0** | 2 | **1 (50%)** | **1 (50%)** |  |
| **Indicateur 2.1.3** Nombre de schémas et plan d’aménagement d’exploitation des ressources naturelles | **0** | 1 |  | **10%** | Les TDR par rapport à l’élaboration de schémas et plan d’aménagement d’exploitation des ressources sont actuellement en cours d’élaboration |
| **Produit 2.2**La résilience des populations transhumantes et agricoles est renforcée à travers des activités de développement local contribuant à la prévention des conflits. | **Indicateur 2.2.1**Nombre de réunions de concertations organisées  | **0** | 10 réunions de concertation | **5%** | **120%** | 6 réunions de concertation communautaire autour de la restauration /régénération des parcours naturels dégradés sur les 5 prévues du côté de la Mauritanie ont été réalisées en septembre-octobre 2021  |
| **Indicateur 2.2.2**Nombre de participants aux réunions de concertation | 0 | 600 | **Au moins 250** | **140%** | 420 personnes ont participé à ces réunions de concertation sur les 300 participants prévus du côté de la Mauritanie  |
| **Produit 2.3**Les codes pastoraux, fonciers (agricoles) et forestiers sont mieux connus et appliqués par les autorités et populations locales | **Indicateur 2.3.1**Nombre des séances de vulgarisation des codes pastoraux et fonciers  | **0** | 20 | **9%** | **60%** | Six séances de vulgarisation des codes ont été réalisées lors des ateliers pour la création des PCP sur les 10 séances prévues du côté de la Mauritanie soit 60% |

1. Ces localités ont été identifiées en fonction de leur proximité aux postes frontières et suivant la présence des couloirs de transhumance [↑](#footnote-ref-1)